Introduction

Gendarmerie et transition(s) politique(s) : un front pionnier pour les historiens ?

Marc Bergere

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/73>

DOI : 10.4000/abpo.73

ISBN : 978-2-7535-1506-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 103-107

ISBN : 978-2-7535-0510-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Marc Bergere, « Introduction », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-2 | 2007, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/73> ; DOI : 10.4000/abpo.73

Introduction

Gendarmerie et transition(s) politique(s) : un front pionnier pour les historiens ?

Marc BERGÈRE

Maître de conférences en histoire contemporaine,
CERHIO – université Rennes 2 Haute-Bretagne

Le dossier présenté ici est le fruit d'une journée d'études organisée à l'université Rennes 2 en avril 2006¹. Comme l'indique son intitulé, cette journée, outre qu'elle participe à l'histoire sociale et politique globale du XIX^e siècle, se situe résolument à l'interface de deux champs de recherche émergents. D'une part, elle approfondit celui de la gendarmerie nationale en plein renouveau sur la décennie écoulée². Objet d'étude original, en tant que corps d'État spécifique mi-civil mi-militaire et disposant d'une proximité particulière à la population, par ses fonctions et son maillage territorial serré, la gendarmerie constitue pour l'historien un observatoire privilégié des rapports État/société. En effet, par son identité mixte, son implantation et ses missions, elle est au cœur de toutes les sociétés en temps de paix comme en temps de guerre (au front comme à l'arrière). D'autre part, ce dossier invite également à la réflexion autour de la notion de transition politique dont l'analyse a été profondément renouvelée par les travaux relatifs aux transitions démocratiques post 1989/90 en Europe, Afrique du sud ou encore Amérique latine³.

1. Je tiens d'emblée à remercier le professeur Jean-Noël Luc, pour son soutien actif et précieux dans l'organisation de cette journée qu'il a par ailleurs accepté de conclure. Merci également à Jacqueline Sainclivier, professeure d'histoire contemporaine à Rennes 2, pour sa contribution et participation à la journée.

2. Longtemps parent pauvre de la recherche historique, notamment universitaire, et/ou marqué par une ego histoire prédominante, le chantier est désormais ouvert et fécond comme en témoignent les intervenants à cette journée mais aussi les travaux de référence suivants : LUC, Jean-Noël (dir.), *Gendarmerie, État et société au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p. ; LUC, Jean-Noël (dir.), *Gendarmerie et gendarmes du XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne (actes du colloque de juin 2003), à paraître. ; LUC, Jean-Noël (dir.), *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie : guide de recherche*, Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2005, 1 105 p.

3. Cette dimension constitue d'ailleurs un axe de recherche du Centre de recherches historiques de l'Ouest (CERHIO-FRE 3004/CNRS)/Rennes 2, organisateur de la journée :

Dès lors, les apports de « la transitologie » et de la problématique de la *path dependence*⁴, nées de la confrontation à l'événement et frottées aux enjeux du temps présent, ouvrent de réelles perspectives en matière d'approches comparées. Bien entendu, il n'est pas question de sacrifier à un quelconque déterminisme visant à prouver que toute transition est le fruit d'une trajectoire commune. Une telle approche téléologique ne résisterait pas à la diversité des situations chronologique, politique et culturelle des aires étudiées. Néanmoins, il est possible, et souvent fécond, de soumettre à des questionnements communs des processus et des contextes *a priori* très différents. Le facteur temps est, par exemple, essentiel à une bonne lecture du phénomène. Ainsi, la durée et la nature du régime précédent peuvent conditionner, en partie, des héritages et empreintes différenciés au sein de la société observée. De même, une transition politique n'est pas toujours, loin s'en faut, attachée au temps court de l'événement, auquel renvoie le plus souvent la notion de ruptures politiques (révolution, sortie de guerre, renversement de régime...). Elle peut, au contraire, s'inscrire dans une moyenne durée, comme en témoigne la lente et longue transition républicaine française au XIX^e siècle. Dès lors, emboîtement d'échelles et chronologie fine apparaissent d'autant plus nécessaires si l'on considère le processus transitionnel non pas sous l'angle exclusif du changement de régime et/ou du basculement démocratique mais sous celui de leur préparation, irruption, stabilisation et/ou consolidation. Le phénomène est particulièrement frappant en terme d'apprentissage et de pratiques du suffrage universel en France au XIX^e siècle⁵, et sans nul doute dans d'autres pays aujourd'hui. Aussi, convient-il de postuler le caractère multidimensionnel et pluriel du phénomène transitionnel, sans jamais négliger la part d'incertitude inhérente à ce genre de conjonctures critiques⁶. Francisco Campuzano, dans son étude de la sortie de dictature espagnole des années 1970, propose quatre voies possibles :

cf. thématique « Guerres, conflits et transitions politiques » au sein de l'axe de recherche n° 2 intitulé *Justice, conflits, régulations sociales*. Dès lors, il s'agit d'interroger les rapports État et société dans la pluralité des formes de transition (rupture/évolution; arrachée/négociée; nationale/supranationale *via* « colonisation étatique » par puissance[s] occupante[s]...), de revisiter la question centrale des occupations et de prendre en compte le nouveau traitement judiciaire des violences de guerre et/ou post-guerre par les justices nationales ou des instances supranationales. Populations déplacées, réfugiés et droit d'asile participent également de ces nouvelles dynamiques de recherche.

4. Il s'agit d'un espace scientifique encore mal défini à la confluence de disciplines différentes (sociologues, politistes, historiens, économistes...). Sur la richesse mais aussi les limites des réflexions engagées, lire notamment DOBRY, Michel, « Les transitions démocratiques, regards sur l'état de la « transitologie » » et « Les voies incertaines de la « transitologie » : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcation et processus du *path dependence* », *Revue Française de Science Politique*, n° 5, août-octobre 2000, p. 579-583 et 585-614.

5. Sur cette dimension, voir : GARRIGOU, Alain, *Histoire du suffrage universel en France 1848-2000*, 1992, rééd augmentée, Points Seuil, 2002, 366 p.

6. Incertitude, sur l'issue notamment, qui s'impose aux contemporains de l'événement, et que l'historien ne doit pas oublier, à l'aune des seuls résultats de la transition, sauf à sacrifier à l'anachronisme.

« Les pays où le passage à la démocratie avait succédé à une défaite militaire, ceux où la transition avait été déclenchée de l'intérieur même du régime par une partie de ses dirigeants autoritaires, ceux où l'opposition avait joué un rôle décisif dans l'effondrement du régime autoritaire et enfin les pays démocratisés après le retrait d'une puissance tutélaire qui paralysait toute tentative de réforme⁷. »

Malgré les limites propres à toute typologie et les nombreuses hybridations possibles entre les processus décrits, cette tentative de catégorisation a le mérite de distinguer : transition politique endogène et transition-libération d'une puissance occupante; transition arrachée et transition négociée ou encore transition-rupture et transition-évolution... Enfin, quelle qu'en soit la forme, force est de constater que nombre de transitions politiques, *a fortiori* des transitions-ruptures, reposent souvent – peu ou prou, à court ou moyen terme – sur un compromis ou *a minima* une convergence d'intérêts. En fait, ce compromis politique et/ou social au sein des élites et sociétés des régimes précédents et nouveaux apparaît souvent assez inévitable, sinon indispensable, non sans distinction et gradation nécessaires entre ralliement et adhésion, ni intégration d'une part de continuité ou de viscosité au sein des institutions, des hommes et *a fortiori* des cultures ou pratiques professionnelles de l'appareil d'État⁸. Ainsi est-il, sans doute, déterminant de revisiter les cycles transition-épuration ou exception-normalisation, comme des éléments constitutifs du processus de construction et d'évolution de l'État au point de rencontre entre la conjoncture et la structure⁹. Perçues sous cet angle, il apparaît que les transitions ne sont donc pas seulement de simples ruptures politiques mais qu'elles affectent lourdement et parfois durablement les rapports sociaux et professionnels au point d'en faire « d'authentiques révolutions sociales¹⁰ ».

Ceci étant, la volonté de croiser ces deux domaines et/ou champs de recherche repose sur le constat que la gendarmerie nationale, en raison de ses caractéristiques propres, constitue un prisme particulièrement pertinent pour (re)examiner les nombreuses situations de transition politique au XIX^e siècle. Le terme est entendu au sens large et recouvre des phases de sortie de guerre (extérieure et/ou civile, 1815, 1870-1871), d'événements

7. CAMPUZANO, Francisco, *L'élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 17.

8. Sur cet aspect appliqué à l'épuration des fonctions publiques post 1945, voir : BERGÈRE, Marc, *Une Société en épuration. Épuration vécue et perçue en Maine-et-Loire de la Libération au début des années 50*, Rennes, PUR, 2004, p. 181-231.

9. Sous cet angle, mais aussi entre épuration-répression et épuration-régénération et celui des cultures et pratiques professionnelles, il paraît aujourd'hui souhaitable à la lumière du renouvellement historiographique opéré (sur les épurations et/ou l'histoire des administrations de l'État) de reprendre la question des épurations administratives dans des perspectives comparées et transversales sur le temps long des XIX^e et XX^e siècles (voir : GERBOD, Paul *et al.*, *Les Épurations administratives aux XIX^e et XX^e siècles*, Genève, Droz, 1977). Une réflexion est engagée dans ce sens à Rennes II par Jean Le Bihan (XIX^e siècle) et Marc Bergère (XX^e siècle).

10. DOBRY, Michel, *op. cit.*, p. 579.

révolutionnaires (1830, 1848, 1871...), de changement de régime (1814-1815, 1830, 1848, 1851, 1870), mais aussi de conversion républicaine (1877-1879) voire démocratique (1848...). Pour ce faire, centré sur le cas français, le regard est double. Il vise d'une part à analyser le rôle et l'utilisation politiques de cette institution militaire, ou plutôt de ces militaires disséminés au cœur de la population civile, en situation de transition (Aurélien Lignereux, Christophe Aubert, Fabien Cardoni), d'autre part à mesurer l'impact de l'événement sur le corps et son rapport à lui-même (identité, pratique...), à l'État ou à la société (Édouard Ebel, Arnaud-Dominique Houte, Jean-François Tanguy).

Dès lors, au-delà de la diversité des approches proposées, il importe de souligner l'unité des tendances qui se dégagent du corpus réuni. En effet, au sortir d'un siècle particulièrement troublé politiquement – et donc riche du poids de ces expériences plus ou moins heureuses pour l'Arme – on constate que la gendarmerie tend, non sans hésitations et contradictions, à redéfinir son rapport à l'État, certains auteurs y percevant même un signe de modernité. Cette évolution, ni totalement linéaire, ni achevée au XIX^e siècle passe par l'affirmation d'une équation professionnalisation-dépolitisation considérée, par l'institution mais aussi par les gouvernants, comme un gage d'efficacité et surtout de stabilité¹¹. Ainsi, s'opère tout au long du XIX^e siècle, un glissement entre loyalisme et légalisme, au prix d'une quête de neutralité souvent fragile, voire illusoire, durant tout ce siècle et *a fortiori* au suivant, car si la question de l'obéissance et de la légitimité de l'ordre reçu paraît désormais posée, elle n'est pas réglée pour autant. Ce faisant, cette prise de distance croissante à l'égard du politique n'attend pas toujours les transitions *stricto sensu* comme le constatent Christophe Aubert et Arnaud-Dominique Houte, voire Jean-François Tanguy, à l'échelle des années 1860, dans un Second Empire, pourtant prompt, au moins dans un premier temps, à instrumentaliser le corps à des fins politiques.

Chemin faisant, cette introduction se veut également ouverte sur la suite à donner à cette publication, paradoxalement coordonnée et introduite par « un vingtiémiste ». Aussi faut-il savoir, que, par sa capacité à inscrire la problématique dans un temps plus long, cet éclairage préalable et particulier au XIX^e siècle participe d'une réflexion plus globale, visant, à moyen terme, à préparer d'autres manifestations scientifiques autour du thème *Gendarmerie(s) nationale(s) et libération(s) au XX^e siècle*. Le terme libération(s), plus générique, est ici préféré au terme transition politique

11. Sans doute s'agit-il d'une tendance lourde du processus de construction de l'État au XIX^e siècle, y compris au sein d'administrations moins sensibles politiquement et/ou plus techniques. Bien entendu, cette équation ne se pose pas dans les mêmes termes en fonction du niveau de responsabilité de l'agent de l'État et de sa place dans la hiérarchie. C'est d'ailleurs dans ces sphères de l'infra-administratif que réside, sans doute, la part la plus manifeste de continuité de l'État ou de ses pratiques par-delà les ruptures politiques. C'est par exemple l'un des apports de la thèse de Jean LE BIHAN, *Fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle. L'exemple de trois corps en Ile-et-Vilaine : « gradés » de préfecture, percepteurs, conducteurs des Ponts et chaussées*, thèse, université Rennes 2, 2005.

stricto sensu, qu'il recoupe cependant, pour mieux recouvrir des phases de sortie de guerre, de transition politique et *a fortiori* démocratique, mais aussi d'indépendance. Le pluriel pour gendarmerie(s) nationale(s) témoigne également de l'ambition d'inscrire le projet dans une démarche comparée avec des corps identiques ou proches de la gendarmerie française en Europe, Afrique voire Asie ou Amérique Latine¹². Autour de cette thématique, on peut d'ores et déjà envisager de décliner les pistes de recherche suivantes :

- Gendarmerie, rétablissement de la légalité et transition démocratique : si l'on songe, bien évidemment à la France en 1944-1945, la question mérite aussi d'être posée au sein de d'autres espaces et/ou périodes : empires coloniaux, expériences européennes voisines (Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne...) voire gendarmerie(s) et processus démocratiques au Chili ou Argentine...

- Sorties de guerre et démobilisation

- Formation et nationalisation des gendarmeries coloniales

- Évolution des gendarmeries nationales post-coloniales, notamment dans les phases de transition politique et/ou démocratique propres à leurs histoires nationales (Algérie, Côte-d'Ivoire...).

- Gendarmerie, coopération et régulation internationale. Cette dimension doit permettre d'évoquer, les phases de stabilisation ou consolidation post transition, via la présence internationale de la gendarmerie française en application d'accords internationaux de sécurité collective : zone d'occupation en Allemagne après 1945, opérations de maintien de la paix au Liban, Cambodge, Salvador ou ex-Yougoslavie... Cela doit être aussi l'occasion d'évoquer le rôle de la gendarmerie (française en particulier) dans le cadre de l'émergence d'une justice internationale (tout particulièrement en ex-Yougoslavie).

- Gendarmerie et violences : cet axe large qui recoupe pour partie les précédents doit permettre d'aborder la gendarmerie, en tant que force publique détentrice de violence légale, comme instrument de répression mais aussi comme vecteur de régulation de violences communautaires de guerre et/ou post guerre.

- La diffusion d'un certain modèle « gendarmique » français à travers le monde.

12. À l'instar de Jonas Campion qui, dans une thèse en cours (université catholique de Louvain et Paris IV), compare les situations des gendarmeries belge, française et hollandaise au sortir de la Seconde Guerre mondiale.